
LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.*

N^o. CCXVIII.

Du Vendredi 19 Février 1790.

Suite de la discussion sur les ordres religieux.

L'OPINION publique, a dit M. Roger, nous livre on quelque sorte les associations religieuses, qu'elle semble avoir déjà prosrites; mais l'opinion elle-même ressortit à votre tribunal, & si elle pouvoit s'égarer, vous devriez lui servir de guide, & non vous laisser égarer par elle. Les associations ne peuvent se former dans le sein de la société que d'après son consentement & pour son avantage; si la nation cesse de voir dans ces corps l'utilité qui les avoit fait admettre, il n'est pas de pouvoir qui puisse empêcher de les supprimer. Vous pouvez donc prononcer cette suppression; mais devez-vous le faire? les corps religieux n'offrent dans le nouvel état des choses, aucun des avantages qu'ils présentèrent dans les siècles de leur institution. Nos terres sont défrichées, le culte réduit au clergé nécessaire, en sera peut-être plus majestueux; l'imprimerie met nos connoissances à l'abri des révolutions qui nécessiterent les asiles qu'elles ont trouvé dans les monastères; les sciences sont cultivées avec succès dans tous les états. Les

Tome VII.

H

pauvres trouveront des ressources plus sûres dans les établissemens que vous formerez ; ainsi , je ne saurois voir les avantages que les corps religieux offrent à la société ; mais avec quelle précaution l'assemblée doit-elle faire cette réforme ? C'est ici où vous devez manifester , aux yeux de l'Europe , la pureté de vos motifs. Les religieux ont acquis un droit incontestable au revenu du corps qui les a adoptés , & la justice de l'assemblée doit leur assurer un subside honorable ».

M. Roger pensoit encore qu'en détruisant le monachisme , on pourroit former de ses débris des associations utiles pour l'éducation , la culture des lettres & l'instruction publique.

» Les intérêts de l'éducation sont sacrés , disoit-il , & les services rendus dans ce genre , par la congrégation de St-Maur , méritoient une attention particulière ; ainsi , en interdisant toute émission de vœu , je propose qu'il soit pourvu à la continuation des établissemens d'éducation publique confiée actuellement aux religieux. »

M. Garat , l'ainé , a développé une opinion plus décidée pour la destruction des ordres monastiques , qu'il a considérés sous ses rapports moraux & politiques. » La religion gagnera-t-elle à cette suppression , disoit-il ? Sans doute , puisqu'elle aura un plus grand nombre de ministres pour servir les paroisses , & que les moines n'existant pas , les prêtres séculiers seront plus nombreux.

» Les mœurs y gagneront-elles ? Sans doute , puisque les scandales qui sortent des cloîtres n'y viendront plus y porter atteinte. »

» L'éducation y gagnera-t-elle ? Sans doute , puisque le nouvel ordre de choses demande une éducation nationale , & que les français devenus libres & citoyens , doivent avoir des instituteurs libres & citoyens comme eux.

» L'indigence y gagnera-t-elle ? Sans doute , puisque

l'on n'aura jamais tant ambitionné la gloire de la bienfaisance. Soit sensibilité, soit orgueil, les hommes de tous les états veulent être bienfaisans & patriotes; les sociétés philanthropiques valent bien les asiles de la charité.

» Les finances y gagneront-elles ? Consultez, messieurs, les calculs de M. Dupont, & vous serez rassurés sur ce point : mais les cloîtres, dit-on, sont un débouché pour les familles. J'ai frémi en entendant exprimer un pareil motif, car les établissemens religieux & la manière dont quelques-uns d'entr'eux se recrutent, sont la violation la plus scandaleuse des droits naturels de l'homme : je jure que je n'ai jamais pensé que Dieu peut recevoir le sacrifice des biens qu'il nous a donnés. »

Ici M. Garat a été interrompu. Quelques nobles & plusieurs membres du clergé ont demandé que M. Garat fût rappelé à l'ordre. M. l'évêque de Nîmes sur-tout s'est approché du bureau pour demander qu'il fût défendu aux opinans d'injurier la religion chrétienne.

Au milieu de ces réclamations & du tumulte qu'elles occasionnoient, M. l'évêque de Nanci a demandé que l'assemblée déclarât, avant tout, que la religion catholique est la religion nationale.

» Quelque respectable que soit cette motion, a dit M. le président, elle est contraire à l'ordre du jour, & l'on vient de réclamer que la discussion soit fermée. » Cette observation n'a point apaisé les clameurs, & M. de Fossigny s'est écrié, que M. Garat avoit blasphémé. Cette inculpation, qui, dans d'autres temps, auroit pu avoir des suites funestes, n'a servi qu'à exciter un plus grand tumulte, au milieu duquel M. l'évêque de Nanci a répété la motion. « La religion catholique, a-t-il dit, est essentiellement liée à la question actuelle. Les trois quarts des cahiers nous engagent à faire déclarer que la religion catholique est & fera

toujours dans les loix de l'état. Nous venons d'entendre des opinions étranges, & même des blasphèmes. Lorsqu'un membre du clergé a été inculpé pour des paroles équivoques, n'a-t-il pas été censuré ? & lorsqu'il est question de la religion de la France, de la religion de nos pères, permettez-vous que l'esprit philosophique fermente impunément dans cette assemblée, & qu'il vienne obscurcir tous les principes ?

Une pareille discussion théologique, mêlée imprudemment à des questions purement politiques, rappelloit cette scène fameuse qui eut lieu aux états de 1560, entre le chancelier de l'Hôpital & le cardinal de Lorraine. « Vous voulez perdre la religion, M. le chancelier, disoit le cardinal de Lorraine ! Quelle religion reprit l'Hôpital ? Est-ce la vôtre ? dans ce cas, la France ne perdra pas grand'chose. »

Cependant la plus grande partie de l'assemblée s'est levée pour réclamer l'ordre du jour, pendant que l'autre faisoit la plus grande résistance. M. de Foleville a même interrompu le président, qui l'a rappelé nominativement à l'ordre. Quelques curés insistoient pour que la motion de M. l'évêque de Nanci fût décrétée par acclamation ; mais ce zèle a été ralenti par M. Dupont de Nemours, qui a dit : « Il n'est personne dans cette assemblée qui ne soit convaincu que la religion catholique est la religion nationale. »

» L'assemblée donne une preuve bien éclatante de cette vérité, par les applaudissemens nombreux que vous venez d'entendre ; & quand une assemblée est disposée à voter une dépense de plus de 80 millions pour l'entretien du culte & des ministres de cette religion, cela ne doit laisser aucun doute sur la foi de l'assemblée nationale. »

M. Dupont avoit à peine fini de parler, que tous les

membres se sont levés pour appuyer son opinion, & M. Rœderer s'est écrié :

» La motion de M. l'évêque de Nanci pourroit faire croire que la religion est en danger au milieu de nous, & que nous manquons de respect pour elle. Cette motion est injurieuse ; mais pour la traiter en citoyens fidèles à la religion nationale, je soutiens qu'il n'y a pas lieu à délibérer. »

» Vous avez reconnu, il y a quelque temps, a dit M. de Casalès, que le gouvernement françois étoit monarchique, quoique vous n'en eussiez pas le pouvoir ; à ces mots, des marques éclatantes d'improbation. . . .

M. de Casalès a repris : « Vous pouvez également reconnoître en un instant que la religion catholique est la religion de l'état ».

M. Charles de Lameth a réfuté l'orateur en peu de mots avec autant de calme que d'énergie. « Je ne m'élève pas, a-t-il dit, contre la motion de M. l'évêque de Nanci, mais contre les circonstances & l'intention dans lesquelles elle a été faite & appuyée ; je n'emploierai qu'une simple comparaison, quand nous avons attaqué des ordres injustes & contraires au bien public, on n'a cessé de dire que nous voulions détruire l'autorité royale ; & lorsqu'il est question de détruire, non les ordres, mais les désordres religieux, on nous accuse de vouloir détruire la religion : ah ! si elle étoit en péril, c'est ici qu'elle trouveroit ses vrais défenseurs. . . . Si pour sauver une opulence aussi contraire à l'évangile, que ridicule aux yeux de la raison, on veut donner de l'inquiétude aux peuples, sur les sentimens religieux de ses représentans. Si on a voulu détruire la confiance qui est si légitimement due à l'assemblée ; si l'on a conçu le projet fanatique d'appeller le fanatisme au secours des abus, je dénonce à la nation ces intentions perverses & funestes ».

H 2

L'orateur ayant été interrompu par de fortes clameurs ; est parvenu cependant à se faire encore entendre , & il a dit : « Je n'éleverai pas la question préalable sur un objet aussi sacré ; mais j'en demanderai l'ajournement ; & dès que les décrets qui doivent organiser le clergé seront rendus , nous nous en occuperons plus efficacement. Demain l'assemblée nationale se rendant aux pieds des autels pour remercier l'être suprême du succès de ses travaux , donnera à la France & à l'Europe l'assurance de sa foi & de ses principes religieux.

Ce discours méritoit & a obtenu les plus grands applaudissemens.

Comment , en effet , pouvoit-on se flatter , à la fin du dix-huitième siècle ; que le fanatisme viendrait détruire l'ouvrage de la raison & de la liberté ?

La motion de M. l'évêque de Nanci , a dit M. de Menou , ne tend à rien moins qu'à renouveler en France les guerres de religion , à réchauffer le fanatisme & à rappeler des horreurs qui ont désolé la France. Il est de la sagesse de l'assemblée d'éloigner de pareilles motions , & je demande à M. l'évêque de Nanci , s'il oseroit répondre des suites qui pourroient résulter de cette discussion.

On est allé aux voix , & il a été décidé qu'on passeroit à l'ordre du jour.

Pendant ces débats , M. Garat n'avoit point quitté la tribune. M. de Folleville & plusieurs autres nobles ont persisté à vouloir que M. Garat fût mis à l'ordre ; le tumulte qui a suivi cette demande , annonçoit la chaleur avec laquelle on en desiroit le succès , il a fallu encore aller aux voix : on a déclaré qu'il n'y avoit lieu à mettre M. Garat à l'ordre. Celui-ci vouloit reprendre la parole , mais il étoit sans cesse interrompu. Enfin , il a profité d'un instant de silence pour dire : » Mes expressions ont été

toutes en faveur de l'humanité. Je déclare que je suis aussi bon catholique , apostolique & romain que tous ceux qui m'ont interrompu. J'adhère & j'applaudis au projet du comité pour l'abolition des ordres religieux. Il est temps qu'on rende la liberté à ceux qui ont fait le vœu téméraire de s'enlever. »

Séance d'hier.

Lecture du procès-verbal après laquelle M. Dellei d'Agier a proposé un changement à la rédaction de l'article 2 du titre I^{er}, du décret sur la division du royaume ; mais cette motion n'a point été suivie.

M. le président a fait ensuite lecture d'une lettre de M. le duc d'Orléans , qui est conçue en ces termes :

A Londres , le 13 février 1790.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

» Absent de l'assemblée nationale , d'après la permission qu'elle m'en a donnée , le 14 octobre dernier , pour aller remplir la mission que le roi m'a fait l'honneur de me confier , j'ai dû , depuis ce moment , diriger sur d'autres objets les efforts du zèle qui m'anime pour l'avantage de la nation & la gloire du monarque ; mais je n'en suis pas moins resté uni d'esprit & de cœur à l'auguste assemblée dont j'ai l'honneur d'être membre ; & qu'il me soit permis de le dire , j'ai suivi des travaux avec d'autant plus d'intérêt , que j'ai eu le bonheur de trouver toujours mon vœu particulier conforme au vœu général exprimé par ses décrets.

» Je partage également les sentimens d'amour & de respect qu'a inspirés à l'assemblée la démarche vraiment royale & paternelle de sa majesté , quand , sans autre cortège que ses vertus , sans autre motif que son amour pour son peuple , elle est venue se réunir aux représentans de la nation , pour affermir & pour presser , s'il est possible , l'heureuse régé-

nération qui assure à jamais la gloire & le bonheur de la France.

» Il est naturel qu'en ce jour mémorable chacun des membres de l'assemblée se soit empressé de faire publiquement profession des principes qu'elle a si constamment pratiqués ; & pour me consoler de ne m'être pas trouvé à portée de participer à ce grand & beau mouvement , j'ai eu le soin de me rappeler que je pouvais être ici de quelque utilité à la patrie.

» Dans ces circonstances , je vous prie , Monsieur le président , de supplier l'assemblée , de ma part , de vouloir bien recevoir mon adhésion formelle au serment que ses membres ont prêté le 4 de ce mois , & de trouver bon que je le prête comme eux.

» Je jure d'être fidèle à la nation , à la loi , au roi , & de maintenir de tout mon pouvoir la constitution décrétée par l'assemblée nationale & acceptée par le roi.

» Signé L. P. J. d'Orléans.

« Par-là j'exécute , autant qu'il est en mon pouvoir , le décret porté le 4 de ce mois par l'assemblée nationale , & je me trouverai heureux d'avoir été constamment uni à elle en sentimens comme en principes.

» Je suis , &c.

» Signé L. P. J. d'Orléans , député à l'assemblée nationale. »

Sur l'observation de M. Guillotin , l'assemblée a supprimé du décret , rendu dans la séance de mardi soir , la disposition relative à la remise des minutes sur le récépissé des secrétaires des divers comités. C'est dans les archives que seront déposées ces minutes.

L'ordre de travail adopté sur le traitement des religieux qui sortiront de leurs maisons a été discuté. L'avis du comité étoit pour l'égalité du traitement de tous les reli-

gieux sans distinction. Dom Gerle, quoique membre d'un ordre très-riche, a appuyé l'opinion du comité par le principe d'égalité, que la constitution & la religion établissent parmi les hommes.

M. de la Rochefoucault a été d'un avis contraire ; il accordoit un meilleur traitement aux religieux des ordres rentés ; il a présenté plusieurs considérations qui ont été développées par MM. Guillotin & Dupont. Le premier a fait valoir la garantie que la société doit aux religieux du choix qu'il a fait : il pensoit que l'aisance dont il jouit est une des conditions du contrat civil.

Le second soutenoit qu'il falloit distinguer les différens ordres dans leur traitement, autant par principe de justice, que de propriété. Il vouloit que le traitement des différens ordres supprimés fût réglé en raison des richesses de leur congrégation.

M. l'abbé Grégoire & M. le curé de Souppes votoient pour l'égalité absolue entre les religieux de tous les ordres, dont les droits, disoient-ils, devoient être les mêmes devant la loi & la religion.

M. Dupont ne vouloit pas que cette question fût considérée sous le rapport de la règle monastique. « Les communautés régulières ne sont plus, disoit-il, que des associations purement civiles, dont on devoit juger les conditions & respecter les engagements pris sous l'empire de la loi. Il n'est pas convenable de rappeler pour votre intérêt les règles monastiques qui vous sont étrangères, & de gêner, sous ce prétexte, des hommes qui ont des droits à la conserver. Je conclus à la distinction du traitement ».

M. Mongin de Roquefort a présenté avec chaleur le même résultat. M. Dellei d'Agier voyoit dans le caractère d'un prêtre, un puissant motif d'égalité.

M. Biozat pensoit qu'un traitement égal pour tous,

seroit ou au-dessous du nécessaire pour les religieux rentés , ou au-dessus du nécessaire pour ceux qui ne l'étoient pas, la manière d'être à laquelle les religieux rentés se sont légitimement habitués , étant plus dispendieuse que celle des religieux non rentés.

M. Daoustettoit encore une plus grande différence entre eux , puisqu'en donnant mille livres à un moine mendiant , il croyoit qu'on devoit accorder deux mille quatre cent livres à un religieux renté.

» Vous devez nuancer leur traitement sur le vœu qu'ils ont fait , disoit M. de Mirabeau ; celui qui a fait vœu d'être renté , n'a pas fait vœu d'être mendiant ; le génovéfin n'a voulu être capucin ; d'ailleurs , aucune puissance humaine ne peut rendre légitime une loi rétroactive ; celle qu'on propose le seroit , puisqu'elle changeroit les habitudes & les moyens d'existence ; & comme nous ne connoissons pas assez exactement le nombre des moines , ni leurs biens pour prendre des mesures assurées , je propose de décréter que la pension ne pourra être fixée à un taux plus bas que 600 liv. ni à un taux au-dessus de 1200 liv. »

M. Freteau a vu la question sous un rapport plus politique. Il pensoit que des hommes voués à l'étude , tels que les bénédictins , avoient plus de besoins. Qui pourroit , disoit-il , se livrer à l'étude avec 600 ou 700 livres ? La constitution a des ennemis , elle a besoin d'être défendue par de bons écrits : il faut que le peuple apprenne que son bonheur est dans vos décrets. Il faut engager les religieux par le traitement que vous leur ferez , à s'occuper des lettres & de l'instruction publique. Je demande que l'on fasse une distinction.

M. Lanjuinais a terminé la discussion , en se déclarant le plus grand ennemi de l'inégalité des traitemens ; il ne trou-

voit dans les loix canoniques , pour tous les religieux ; qu'un droit à l'absolu nécessaire : *Victum & vestitum...*

On alloit délibérer sur la question , lorsqu'un noble a demandé que les religieux reprissent la dot qu'ils avoient apportée , ou qu'on leur en fit une rente viagère.

Après de minutieux débats sur la manière de poser la question, l'assemblée a décidé que le traitement des religieux rentés qui sortiroient de leurs maisons sera différent de celui des religieux mendiants.

M. Chapelier a fait ensuite le rapport du projet de décret , pour le rétablissement de l'ordre dans le royaume. Ce projet en onze articles doit être imprimé & discuté aujourd'hui.

A V I S.

On souscrit , à Paris , chez C U S S A C , Libraire , au Palais-Royal. N^{os}. 7 & 8 , & chez les principaux libraire, de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement , de 30 numéros , est de 6 livres pour Paris , & de 7 liv. 10 sous franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent ; sans cette précaution les lettres ne seroient pars reçues.

